



« Le gouvernement n'a su que poursuivre sa politique de casse sociale. »

Faouzi Lamdaoui, secrétaire national à l'égalité.

Code du travail : attention, démolition

Si, sur la forme, avec la mise au pas de la démocratie sociale, la droite rompt avec toute tentative de dialogue, sur le fond, elle entreprend, au fil des mois, une destruction totale du code du travail. Atteinte la plus visible : la déréglementation de la durée hebdomadaire du travail. Le gouvernement prétend préserver la durée légale à 35 heures mais dans le même temps, il autorise les heures supplémentaires jusqu'à la durée maximale européenne, c'est-à-dire 48 heures hebdomadaires. Toute l'organisation du temps de travail et la rémunération des heures supplémentaires seront désormais soumises à la seule décision patronale. Premières victimes de cette prime donnée à l'accord d'entreprise : les cadres et les personnels au forfait jour. Mais c'est l'ensemble du salariat qui travaillera davantage pour ne pas gagner plus.



Des inégalités qui se creusent

Secrétaire national du PS à l'égalité, Faouzi Lamdaoui constate la hausse constante des disparités sociales entre les Français. Que ce soit à l'école, dans l'accès à l'emploi ou en matière de logement, la liste des inégalités ne cesse de s'allonger.

« Seule la volonté et l'énergie politiques permettront de redonner tout son sens à l'égalité républicaine, explique Faouzi Lamdaoui.

En matière d'éducation, nous savons bien que les inégalités sont criantes : 9 % de nos concitoyens sont illettrés. Les deux tiers des enfants d'ouvriers sont en retard après le collège, contre moins de 10 % des enfants de cadres supérieurs.

En matière de logement, de transports, de pouvoir d'achat, nous savons là aussi que le fossé s'accroît.

Il faut tout de même rappeler que plus de 6,9 millions de personnes en France vivent avec moins de 788 euros par mois. Les ménages doivent affronter la vie chère. Face à cette explosion des inégalités, le gouvernement n'a su que poursuivre sa politique de casse sociale. »

Des syndicats snobés

« Quand il y a une grève en France, plus personne ne s'en aperçoit. » Cette phrase prononcée, début juillet, par Nicolas Sarkozy devant les cadres du parti majoritaire a remporté un franc succès devant cette élite de la « droite décomplexée ». Si le Président nargue ainsi les syndicats, c'est qu'il a « réussi » à faire passer la libéralisation du droit du travail. Une illustration très révélatrice du dialogue social selon Nicolas Sarkozy et son gouvernement. Alors qu'un accord sur la représentativité syndicale avait été conclu entre l'État, la CGT, la CFDT et le patronat, le gouvernement a trahi sans scrupule sa signature pour ajouter au projet des dispositions remettant en cause les 35 heures. Une manœuvre que même le Medef a dénoncée !

En cette rentrée, le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque déplore ce « déficit » de dialogue social. Une des raisons de « notre manque de compétitivité économique », selon lui, alors qu'aujourd'hui, en France, une entreprise sur trois serait touchée par un conflit avec ses salariés.